

Table des matières

01	Reprise lente et différenciée « <i>Perspectives économiques de l'OCDE</i> »	2
02	Enorme dynamique asiatique « <i>Horizon 2060: perspectives de croissance économique globale à long terme</i> »	3
03	Perspectives énergétiques mondiales « <i>World Energy Outlook 2012</i> »	4
04	Les pays de l'OCDE face à la crise « <i>Restoring Public Finances, 2012 Update</i> »	6
05	Comment intégrer durabilité et développement? « <i>Coopération pour le développement 2012</i> »	7
06	Dépenses de santé en diminution « <i>Panorama de la santé: Europe 2012</i> »	5
07	Autres publications	6
08	Calendrier OCDE	6

01. Reprise lente et différenciée

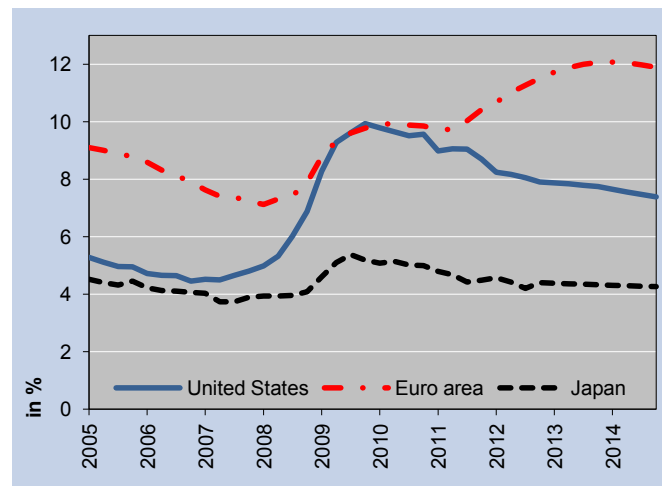
«Perspectives économiques de l'OCDE 2012»

L'OCDE vient de publier ses *nouvelles perspectives économiques*. Elle table pour les deux prochaines années sur une reprise hésitante et répartie de manière inégale. La croissance dans l'espace OCDE devrait rester limitée à court terme, la zone euro devant se mouvoir à la limite de la récession au cours de 2013. Des effets de frein devraient être exercés par la consolidation des finances publiques, par la diminution observée dans de nombreux pays de l'endettement des ménages et par une confiance limitée. A l'extérieur de l'OCDE – bien que la situation des différents pays soit loin d'être homogène – on s'attend par contre à une reprise plus rapide, ce qui peut être expliqué en partie par une marge de manœuvre plus importante laissée aux impulsions de la conjoncture résultantes de mesures politiques.

Vraisemblablement, la situation du marché du travail, qui globalement continuera de se détériorer dans l'espace OCDE (voir graphique), reste une source d'inquiétude. Là aussi, l'image n'est pas partout la même: alors que le chômage continuera d'augmenter en Europe, il diminuera légèrement aux États-Unis. L'OCDE considère que des réformes structurelles sont inévitables si on veut promouvoir la croissance de l'emploi et empêcher que le chômage conjoncturel ne devienne un phénomène structurel à long terme.

Alors qu'on s'attend à ce que la zone Euro ne retrouve la croissance qu'en 2014, une demande étrangère améliorée et une confiance croissante de l'industrie et des consommateurs devraient être à l'origine d'une reprise de l'économie suisse en 2013 déjà. Comme pour tous les pays bénéficiant de finances publiques solides, l'OCDE conseille à la Suisse de laisser jouer complètement les stabilisateurs automatiques. La crise de l'Euro est considérée

Unemployment in the three main regions



comme un danger extérieur pour la stabilité des marchés financiers helvétiques. C'est pourquoi les deux grandes banques devraient augmenter leurs fonds propres. A part cela, le marché immobilier inquiète fortement l'OCDE. Bien que certains signes de tassement de la dynamique se fassent jour, les crédits immobiliers et les prix dans ce secteur continuent de croître, ce qui provoque un risque accentué de déséquilibre sur le marché immobilier locatif. Il faudrait donc envisager des mesures macro-prudentielles pour ralentir cette croissance des crédits, en particulier dans le secteur des logements dans lequel les banques cantonales sont particulièrement exposées.

> Table des matières

02. Enorme dynamique asiatique

«Horizon 2060: perspectives de croissance économique globale à long terme»

Selon le rapport de l'OCDE *«Horizon 2060: perspectives de croissance économique globale à long terme»*, le poids global des puissances économiques va, dans les 50 prochaines années, se déplacer en direction de l'Asie (voir graphique). Dans les prochaines années, les économies émergentes vont en effet croître beaucoup plus rapidement que les nations industrielles établies. Dans le plus long terme, les différences des taux de croissance vont persister, mais à un niveau inférieur.

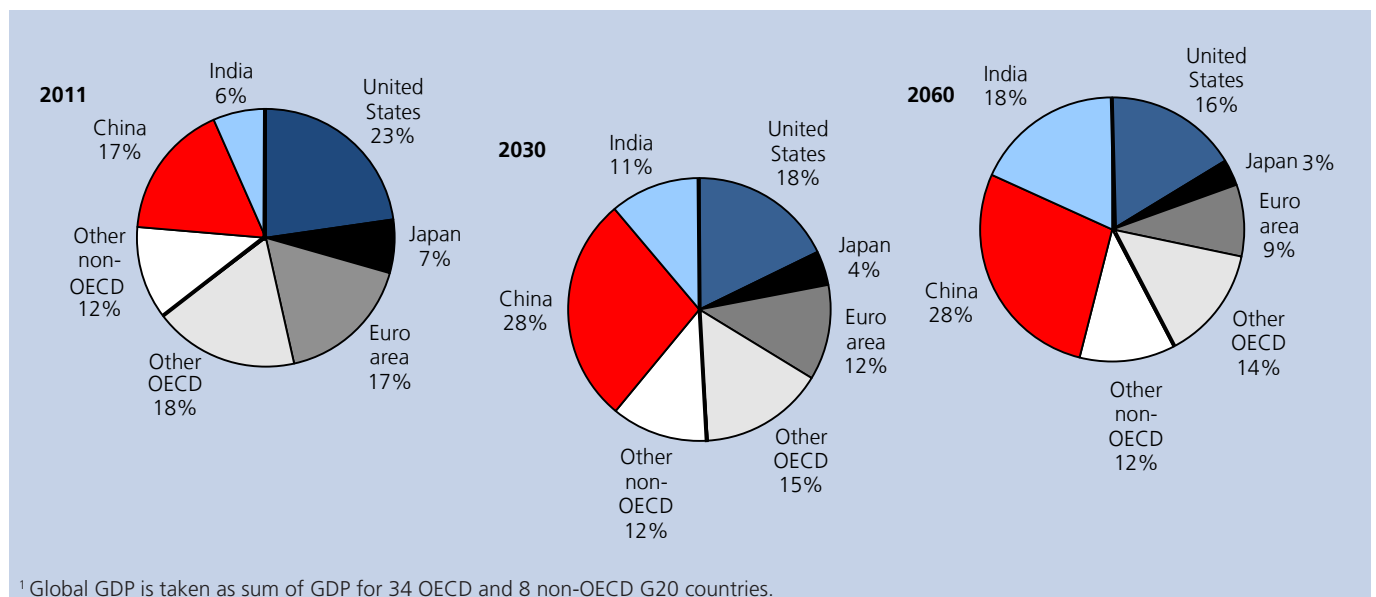
La Chine pourrait ainsi dépasser les États-Unis en 2016 déjà, comme plus grande puissance économique mondiale. L'Inde également devrait dépasser à long terme les États-Unis. Pris ensemble, ces deux géants économiques asiatiques devraient atteindre un plus grand PIB que les pays du G7 dans environ une dizaine d'années. Le

vieillesse accéléré de la population au Japon et dans des économies importantes de l'espace européen va aboutir à ce que ces pays soient de plus en plus dépassés par des pays «jeunes» comme le Brésil ou l'Indonésie.

Le déplacement du poids des économies en direction des pays à bas salaires contribuera à ce que les conditions de vie s'améliorent aussi dans ces zones. Le revenu par tête devrait ainsi être multiplié par quatre jusqu'en 2060 dans les pays les plus pauvres. En Chine et en Inde ce revenu devrait même être jusqu'à sept fois plus élevé qu'aujourd'hui. Le niveau de vie dans ces pays devrait toutefois rester nettement en-dessous de celui mesuré dans les pays industriels les plus avancés.

> Table des matières

There will be major changes in the composition of global GDP¹ (% of global GDP, in 2005 PPPs)



03. Perspectives énergétiques mondiales «World Energy Outlook 2012»

Les perspectives énergétiques mondiales de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) sont publiées annuellement. La «Bible de l'énergie» présente des scénarios sur l'évolution de la production et la consommation d'énergie d'ici à 2035.

Certains développements, considérés il y a peu encore comme illusoire, se dessinent dans les prochaines décennies. C'est ainsi par exemple que les États-Unis - à ce jour le plus gros importateur de gaz naturel et de pétrole - devraient se transformer en un exportateur net d'ici à 2030. Durant la même période, la dépendance des importations dans les autres grands espaces économiques va croître, ce non seulement en Europe, mais aussi et tout particulièrement en Chine et en Inde (voir le graphique); ce qui va renforcer l'orientation stratégique du Moyen Orient vers l'Asie.

Un chapitre spécial est dédié cette année à l'Irak: qui aurait pu s'imaginer récemment encore que ce pays puisse couvrir 45% de la croissance de la production pétrolière globale et devenir ainsi - d'ici à 2030 - le deuxième plus grand exportateur mondial. Le secteur pétrolier reste critique pour le développement national; les exportations représentent 72% du PIB irakien. Un développement politique stable ainsi qu'un cadre légal fiable sont impératifs afin que les investissements nécessaires puissent se faire; cela vaut particulièrement pour les relations entre gouvernement central et régions. Chances et défis sont gigantesques, et tout retard pris sera coûteux.

Alors que les prix du gaz étaient comparables aux États-Unis, en Europe et en Asie il y a cinq ans, ils sont aujourd'hui

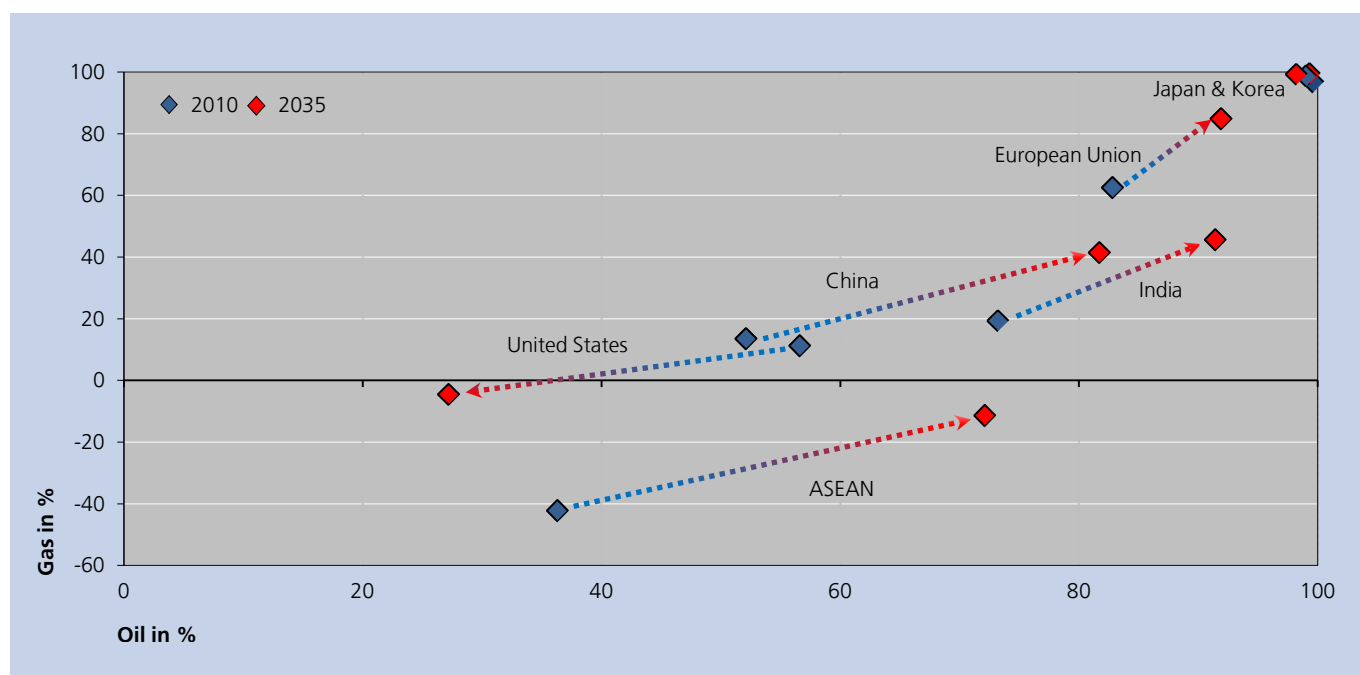
cinq fois plus élevés en Europe qu'aux États-Unis, huit fois en Asie. Cette différence influe sur les prix de l'électricité, et donc sur la compétitivité des espaces économiques respectifs.

On doit s'inquiéter de la croissance à raison de 30% des subventions aux carburants fossiles entre 2010 et 2011. Elles sont problématiques tant sur le plan climatique que d'un point de vue économique. Leur total se monte à 523 milliards, un montant six fois plus élevé que les subventions aux énergies renouvelables, pourtant nécessaires et urgentes. Une grande part de cette augmentation est imputable à l'espace Proche Orient / Afrique du Nord, suite aux printemps arabes.

Afin d'atteindre l'objectif climatique des 2 degrés, la part des énergies renouvelables devrait être multipliée par six. L'énergie hydraulique reste la source renouvelable la plus importante. Deux tiers de la croissance en termes d'électricité renouvelable sont générés hors OCDE, dont 40% en Chine. Les énergies renouvelables ne sont plus une niche; elles se situent dans une phase de consolidation des marchés et d'intégration systémique. L'Efficient World Scenario se trouve au cœur de l'analyse faite en matière d'efficacité énergétique. Selon celui-ci, le réchauffement climatique de 2 degrés pourrait être contenu jusqu'en 2022 au lieu de 2017, uniquement en assurant la dissémination rapide de technologies existantes.

> Table des matières

Energy dependence of select countries in 'New Policies Scenario'



04. Les pays de l'OCDE face à la crise «Restoring Public Finances, 2012 Update»

Concilier impératifs d'assainissement budgétaire et la nécessité de stimuler la croissance est un défi auquel sont confrontés tous les pays de l'OCDE. D'après le dernier rapport de l'OCDE «*Restoring Public Finances, 2012 Update*», les pays de l'OCDE poursuivent leurs efforts en matière d'assainissement budgétaire. De nombreux pays ont intensifié leurs actions en instaurant des mesures supplémentaires, tout en prévoyant un horizon plus lointain pour leur mise en œuvre. La plupart des pays de l'OCDE ont annoncé des plans d'assainissement dont l'impact cumulé s'élève entre 3 et 5% du PIB. Pour les pays qui bénéficient de programmes de soutien du FMI, de l'UE et de la BCE (Grèce, Irlande, Portugal), l'ensemble des mesures de redressement budgétaire planifiées équivaut à plus de 12% du PIB pour la période 2009-2015, avec des efforts particuliers prévus notamment pour 2012-2013. Afin d'accélérer la reprise et de rétablir une prospérité durable, de nombreux pays de l'OCDE associent des mesures d'austérité à des réformes structurelles favorables à la croissance, en particulier sur les marchés de produits et le marché du travail.

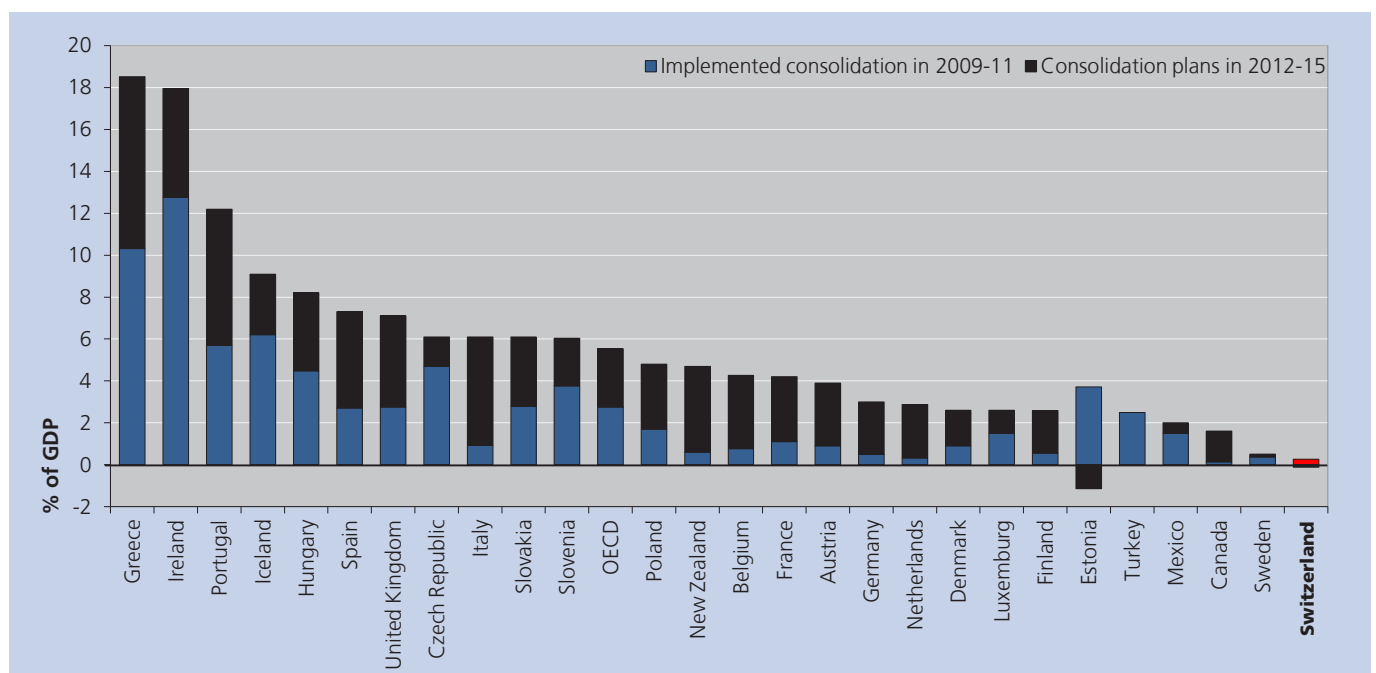
Au niveau de la situation du solde budgétaire, la Suisse continue de se porter beaucoup mieux que la moyenne OCDE. De plus, son niveau d'endettement public

reste bas en comparaison internationale. La Suisse est classifiée parmi les dix pays qui n'ont pas ou qu'un faible besoin de mesures de consolidation budgétaire. Elle est le seul pays OCDE, avec l'Estonie, qui prévoit une diminution de la consolidation fiscale totale après 2012 (voir graphique).

A noter que l'assainissement budgétaire se traduit généralement par une réduction des dépenses. La plupart des pays de l'OCDE ont réduit la masse salariale de leurs administrations en pourcentage du PIB entre 2009 et 2011, en procédant à des compressions de personnel et des baisses de salaires, et prévoient de nouvelles réductions dans les domaines de la protection sociale, de la santé, des retraites et de l'infrastructure. La plupart des pays de l'OCDE prévoient également une hausse des recettes dans leurs mesures de consolidation; plus des deux-tiers d'entre eux optant dans ce domaine pour les taxes sur la consommation (par ex. Estonie, Hongrie, Japon) et les revenus (par ex. Grèce, Irlande, Islande, Pologne).

> Table des matières

Implemented and planned consolidation



05. Comment intégrer durabilité et développement? «Coopération pour le développement 2012»

Chaque année, le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD) publie les statistiques de l'Aide Publique au Développement (APD) dans un rapport qui traite également d'un thème spécifique. «*Coopération pour le développement 2012*» décrit, exemples à l'appui, les voies qu'empruntent les pays en développement et leurs partenaires pour favoriser une croissance plus verte et un développement à la fois durable et inclusif.

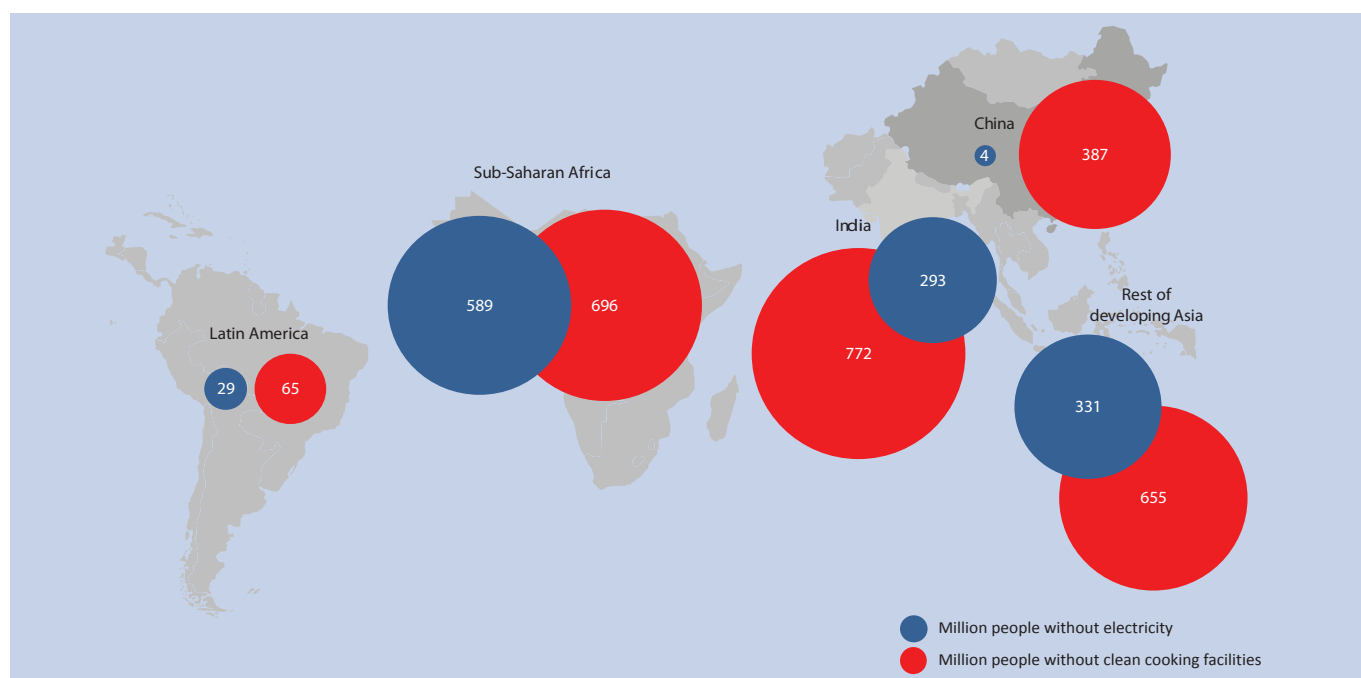
Le monde en développement a besoin d'énergie durable pour soutenir sa croissance et sortir sa population de la pauvreté. À l'heure actuelle, 1,3 milliard d'habitants de notre planète n'ont toujours pas accès à l'électricité. En Afrique subsaharienne, en particulier, le taux d'électrification est de seulement 12% dans les zones rurales et le nombre de personnes privées d'électricité continue d'augmenter régulièrement. Dans son article intitulé «de l'énergie durable pour tous», Andris Piebalgs, Commissaire européen en charge du développement, met l'accent sur l'accès aux services énergétiques modernes, l'intégration régionale, à travers des projets de portée régionale, et la production diversifiée d'électricité d'origine renouvelable. Il constate

que l'aide publique au développement ne permettra pas à elle seule de relever le défi. La participation du secteur privé tant aux investissements qu'au financement devra être beaucoup plus active. De nombreuses retombées positives sont à attendre: nouveaux marchés, nouveaux partenariats productifs, nouvelles technologies innovantes pour les pays en développement, hausse des revenus et création d'emplois.

L'enjeu est important: il ressort des analyses actuelles que si nous n'intensifions pas les efforts déployés, plus de 1 milliard de personnes n'auront toujours pas accès à l'électricité en 2030, et le nombre de personnes dépourvues d'appareils de cuisson salubres et peu polluants ne diminuera pas. La pauvreté énergétique est inégalement répartie dans le monde. Dans sa publication annuelle, «*World Energy Outlook*», l'Agence internationale de l'énergie met à profit les rares sources de données disponibles pour suivre et analyser les évolutions en cours. Les données les plus récentes sont reprises dans le graphique ci-dessous.

> Table des matières

Electricity World Access



06. Dépenses de santé en diminution «Panorama de la santé: Europe 2012»

Le deuxième rapport commun de la Commission européenne et de l'OCDE, intitulé «Panorama de la Santé: Europe 2012» commente les tendances d'évolution et les différences entre les pays européens dans cinq domaines principaux: 1) état de santé de la population, 2) facteurs de risque, 3) ressources et prestations du système de santé, 4) qualité de l'offre médicale pour des maladies chroniques et aiguës 5) dépenses de santé et sources de financement.

En 2010, c'est la première fois depuis 1975 que les dépenses de santé par tête et en pourcentage du PIB ont diminué dans l'Union européenne. Le taux de croissance moyen des dépenses de santé par habitant est ainsi tombé de 4,6% entre 2000 et 2009 à -0,6% en 2010. Ce qui n'étonnera pas, les coupes sombres ont été les plus marquées en Irlande (-7,9%), en Estonie (-7,3%) et en Grèce (-6,7%). En Suisse, la croissance des dépenses de santé par habitant n'a été que légèrement freinée, passant de 2% en 2000-2009 à 1,4% en 2010 (voir graphique).

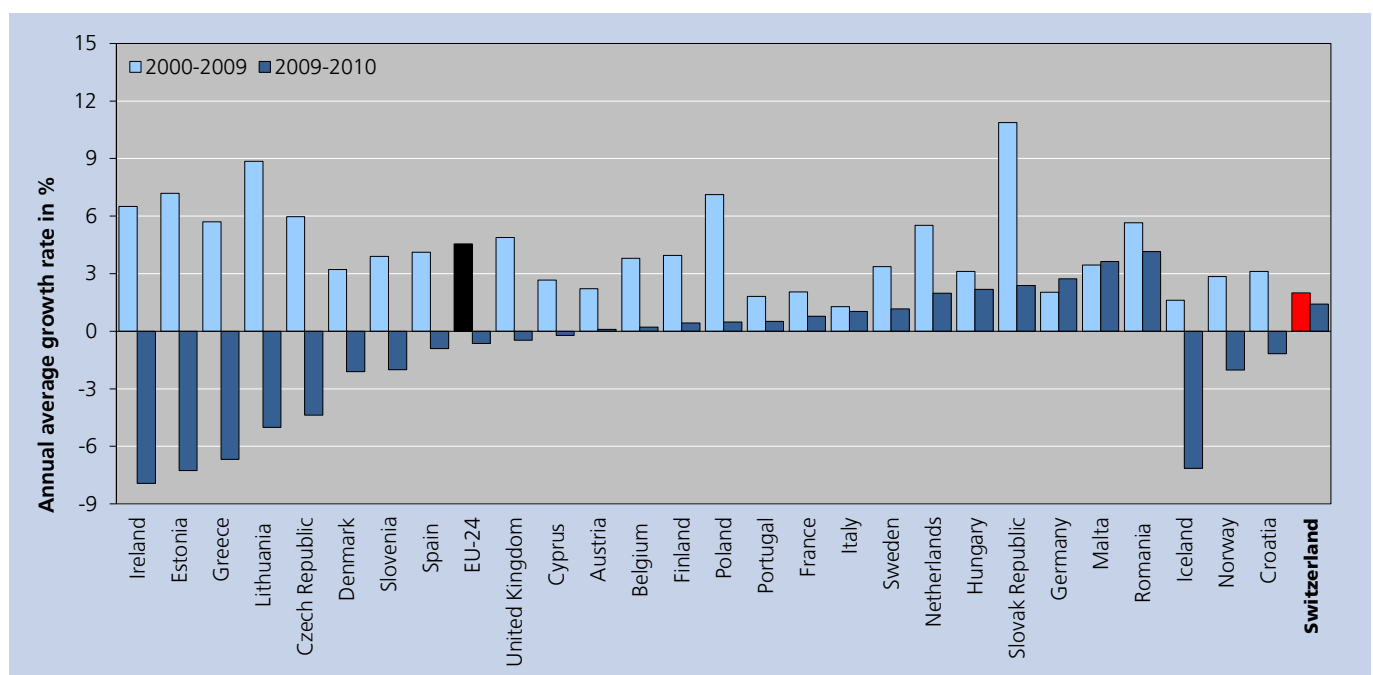
En 2010, la part des coûts de santé dans le PIB atteignait en moyenne 9,0% dans les pays de l'UE, en diminution de 0,2% par rapport à 2009. En 2010, cette proportion était la plus élevée aux Pays-Bas (12,0%), suivis par la France et l'Allemagne (11,6%), puis par la Suisse (11,4%).

Les dépenses de prévention ont également reculé, leur part passant de 3,2% (2009) à 3,0% (2010) des dépenses de santé, elles-mêmes en diminution. Alors que la consommation d'alcool et de tabac a reculé dans de nombreux pays européens, notamment grâce aux campagnes de sensibilisation, à l'interdiction de la publicité et à des impôts en augmentation, une prévention renforcée de l'obésité est devenue une priorité absolue. Actuellement, dans l'Union européenne, plus de la moitié des adultes sont en surpoids et 17% peuvent être qualifiés d'obèses. Le taux d'obésité a doublé depuis 1990 dans de nombreux pays européens et varie entre 8% pour la Suisse ou la Roumanie jusqu'à plus de 25% en Hongrie ou au Royaume-Uni.

Le rapport ne montre (encore) aucune détérioration du niveau de santé du fait de la crise. Même si on économise aux bons endroits, il faut s'attendre à des effets négatifs sur le court et long terme, notamment sur l'accès aux soins de santé ainsi que sur la qualité et le niveau de santé. En règle générale, on observe une relation positive entre un revenu national plus élevé et une longévité plus grande et en meilleure santé de la population.

> Table des matières

Annual average growth rate in health expenditure per capita, in real terms, 2000 to 2010 (or nearest year)



07. Autres publications

«*CO₂ Emissions from Fuel Combustion 2012*»

Paris, 27 novembre 2012

«*Public Sector Compensation in Times of Austerity*»

Paris, 28 novembre 2012

«*Settling in: OECD Indicators of Immigrant Integration 2012*»

Paris, 3 décembre 2012

«*Promoting Growth in All Regions*»

Paris, 6 décembre 2012

«*National Accounts of OECD Countries, Financial Accounts 2012*»

Paris, 6 décembre 2012

«*Statistiques de l'OCDE sur l'investissement direct international 2012*»

Paris, 7 décembre 2012

«*Insurance Statistics Yearbook 2011*»

Paris, 10 décembre 2012

08. Calendrier OCDE

Sommet mondial sur le futur de l'énergie

Abu Dhabi, 15-17 janvier 2013

Gaidar Forum 2013: la Russie et le monde, question d'intégration

Moscou, 16-19 janvier 2013

Forum mondial sur l'alimentation et l'agriculture 2013

Berlin, 18 janvier 2013

World Economic Forum

Davos, 23-27 janvier 2013

9^{ème} réunion annuelle du Forum OCDE/LEED sur les partenariats et la gouvernance locale

Dublin-Kilkenny, 26-27 mars 2013